



Les pays du Golfe et Israël : une convergence d'intérêts ?

Élisabeth Marteu

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE 2020/1 Printemps**, PAGES 67 À 77
ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 9791037301031

DOI 10.3917/pe.201.0067

Date de mise en ligne : 11/03/2020

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2020-1-page-67?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Les pays du Golfe et Israël : une convergence d'intérêts ?

Par **Elisabeth Marteu**

Elisabeth Marteu est titulaire d'un doctorat de l'Institut d'études politiques de Paris, et chercheur spécialiste du Moyen-Orient.

Après des décennies d'opposition, Israël et les pays du Golfe se sont rapprochés depuis les années 2000 puis après les Printemps arabes. Israéliens, Saoudiens et Émiriens partagent une obsession anti-Frères musulmans et contre le programme nucléaire et l'expansion régionale de Téhéran. Leur entente, de plus en plus visible, se développe sous le signe du relatif retrait régional des États-Unis, et d'un « plan de paix » conforme aux intérêts israéliens, et ignorant dangereusement la question palestinienne.

politique étrangère

Le 26 janvier 2020, Israël a annoncé qu'il autorisait officiellement ses citoyens à voyager en Arabie Saoudite pour motifs religieux ou économiques. Même si les autorités saoudiennes se sont empressées de déclarer qu'aucun ressortissant détenteur d'un passeport israélien ne pourrait entrer dans le Royaume, plusieurs commentateurs ont estimé que cette décision était liée au « plan de paix » américain pour le Proche-Orient, qui devait être dévoilé deux jours plus tard par Donald Trump.

Ce plan repose en effet sur un volet politique favorisant les intérêts d'Israël, et un volet économique qui charge la communauté internationale, et en premier lieu les pays du Golfe, de soutenir le développement économique des Territoires palestiniens. Ce grand projet, élaboré par Washington et Tel Aviv avec l'approbation de certaines capitales du Golfe, est défini en Israël comme la consécration et le point de départ possible d'une nouvelle « entente cordiale » avec l'Arabie Saoudite, les Émirats arabes unis (EAU), Bahreïn et Oman. À ceci près que l'Arabie Saoudite ne souhaite pas médianiser sa relation avec Israël, ne voulant pas se discréditer sur la question palestinienne. Là est toute l'ambiguïté de la position golfienne sur Israël.

Après plus de 70 ans de tensions et d'oppositions, les relations israélo-golfiennes sont indéniablement entrées dans une nouvelle ère de

convergences stratégiques, à la faveur des ondes de choc des révoltes arabes¹. La crainte des Frères musulmans et de l'Iran, la recherche de nouveaux partenaires économiques, le besoin de satisfaire les exigences de l'allié américain, ont constitué autant de facteurs propices au réchauffement des relations entre Israël et certaines monarchies du Golfe. Si les contours et la nature exacte de cette relation demeurent flous et sujets à extrapolation, elle n'en constitue pas moins un nouveau paradigme dans les relations israélo-arabes, et une nouvelle donnée structurante des rapports de force qui agitent le Moyen-Orient. Les perdants de ce rapprochement pourraient bien être les Palestiniens, dont les revendications légitimes ne semblent plus être au centre des préoccupations régionales.

Deux obsessions : l'Iran, les Frères musulmans

Dès le début des années 2000, Israël et certains pays du Golfe se sont inquiétés des ambitions de la puissance iranienne. Celles-ci reposaient, sur le plan intérieur, sur le développement du programme nucléaire (révélé en 2002 par un opposant au régime, puis assumé dès 2006 avec la levée des scellés posés par l'Agence internationale de l'énergie atomique), associé au développement de missiles à longue portée ; et sur le plan régional sur la consolidation de ses réseaux d'influence au Levant (Hezbollah, Hamas, réseaux chiïtes en Irak). Tous ces éléments ont mis au jour la double stratégie iranienne de sanctuarisation du territoire et de consolidation de l'influence régionale, notamment *via* des milices affidées.

Très vite, Israéliens et Saoudiens ont partagé une même perception obsessionnelle de l'Iran, et développé des contacts. Des télégrammes diplomatiques israéliens de 2009 publiés par WikiLeaks ont révélé que Tzipi Livni avait communiqué avec le ministre émirien des Affaires étrangères, Sheikh Abdallah ben Zayed al Nahyan ; et que le directeur du Mossad, Meir Dagan, entretenait des relations secrètes avec l'Arabie Saoudite². La presse israélienne se faisait l'écho en 2009 de discussions entre les appareils de renseignement israélien et saoudien sur la question du nucléaire iranien³. Des télégrammes diplomatiques américains de 2008 ont quant à eux révélé que le roi Abdallah et l'ancien ambassadeur saoudien à Washington, Adel al-Jubeir (aujourd'hui ministre d'État aux Affaires étrangères saoudien) avaient plusieurs fois exhorté les États-Unis à frapper le programme

1. E. Marteu, « Israël et les pays du Golfe : les enjeux d'un rapprochement stratégique », *Études de l'Ifri*, Ifri, janvier 2018, disponible sur : <www.ifri.org>.

2. B. Ravid, « WikiLeaks Blows Cover Off Israel's Covert Gulf States Ties », *Haaretz*, 29 novembre 2010.

3. B. Ravid, « Saudi Arabia Agrees to Israeli Attack on Iran through its Airspace – Report », *Haaretz*, 5 juillet 2009 et A. Pfeffer, « Mossad Chief Reportedly Visited Saudi Arabia for Talks on Iran », *Haaretz*, 26 juillet 2010.

nucléaire iranien⁴. Enfin, dans un article de 2016, Eran Etzion (ancien directeur du *Policy Planning Staff* du ministère israélien des Affaires étrangères) écrivait : « En 2009 il était évident que des professionnels de haut niveau appartenant aux services de sécurité et de renseignement d'Israël et des pays du Golfe collaboraient, mais cela ne signifiait pas que des avancées diplomatiques significatives avaient déjà eu lieu⁵. »

Outre l'Iran, Israël et certains pays du Golfe se sont aussi inquiétés de voir les Frères musulmans arriver au pouvoir dans le sillage des Printemps arabes. Hormis le Qatar, qui se réjouissait du succès politique des mouvements fréristes (notamment en Tunisie, en Égypte et au Yémen), toutes les autres monarchies golfiennes considéraient la confrérie comme une menace stratégique⁶. Les Émirats arabes unis furent les plus crispés, plaçant en 2014 les Frères musulmans sur leur liste des organisations terroristes. Benjamin Netanyahu s'est donc naturellement retrouvé en phase avec, d'un côté, l'obsession anti-Frères de l'homme du prince héritier d'Abou Dhabi, Mohammed ben Zayed, et de l'autre, les hantises anti-iraniennes de l'Arabie Saoudite et de Bahreïn (marqué par un soulèvement populaire en partie chiite en 2011). La crainte d'être renversés chez eux par des mouvements fréristes ou chiites, voire par tout autre mouvement contestataire défini comme « terroriste », venait s'ajouter à la hantise d'un Iran nucléaire et balistique. La mise au ban, en 2017, du Qatar par les EAU, l'Arabie et Bahreïn réjouissait Israël, qui reprochait à Doha de soutenir et financer le Hamas⁷.

Les Frères musulmans : une menace stratégique

Le retrait américain du JCPOA, ciment de la relation Israël – Arabie Saoudite – États Unis

Le rapprochement entre Israël, les EAU et l'Arabie Saoudite s'est accentué en 2013 dans une réaction commune de défiance à l'égard de l'allié américain. En juillet 2013, l'administration Obama s'est inquiétée du coup d'État militaire contre Mohammed Morsi en Égypte ; au mois d'août elle renonçait à ses lignes rouges en Syrie (refus d'une intervention armée suite aux attaques chimiques du régime le 21 août dans la Ghouta), et au mois

4. « US Embassy Cables: Saudi King Urges US to Strike on Iran », *The Guardian*, 28 novembre 2010, disponible sur : <www.theguardian.com>.

5. H. Shezaf, « Israel Eyes Improved Ties with Gulf States after "Foothold" Gained in UAE », *Middle East Eye*, 18 janvier 2016.

6. C. Lahoud Tatar, *Les Frères musulmans dans les monarchies du Golfe : entre intégration politique et répression*, Fondation pour la recherche stratégique, novembre 2017.

7. Le soutien du Qatar au Hamas est pourtant accepté par Israël qui a laissé entrer des centaines de millions de dollars d'aide pour éviter une catastrophe humanitaire et sécuritaire à sa frontière. E. Knecht, « Qatar Says Gaza Payouts on Track after Delay over Border Violence », *Reuters*, 20 janvier 2019, disponible sur : <www.reuters.com>.

de novembre elle signait l'accord intérimaire sur le nucléaire entre l'Iran et le P5 + 1. L'accord de Vienne en 2015 venait ensuite confirmer la crainte de Tel Aviv et de Riyad de voir Washington donner carte blanche à l'Iran pour sa réhabilitation sur la scène internationale et la poursuite de son expansion régionale.

L'élection de Donald Trump à la Maison-Blanche fin 2016 a été vécue comme un soulagement par Tel Aviv, Riyad et Abou Dhabi. En voulant rompre avec son prédécesseur et redonner à Tel Aviv et Riyad des garanties sur l'affaiblissement de la puissance iranienne, le nouveau président américain a accéléré et consolidé le rapprochement israélo-golfien. Ce n'est donc pas un hasard si la première tournée internationale de Donald Trump s'est déroulée en mai 2017 en Arabie Saoudite et en Israël. Un an plus tard, les États-Unis se sont formellement retirés de l'accord sur le nucléaire à la grande satisfaction de leurs partenaires moyen-orientaux. Ces derniers ont en effet toujours estimé que cet accord n'était pas assez contraignant, et surtout qu'il n'était assorti d'aucune limitation du programme de missiles, ni des ambitions régionales iraniennes. Outre la problématique centrale du nucléaire, ce sont en effet les questions balistiques et l'usage des *proxies* (Hezbollah au Liban ; Hezbollah et milices chiites en Syrie ; milices chiites et pouvoir pro-iranien en Irak ; coup d'État Houthi au Yémen ; soutien iranien au Hamas et au djihad islamique à Gaza) qui constituent des menaces sécuritaires pour les Israéliens et les Saoudiens.

Gestes de rapprochement, rencontres publiques, ballons d'essai

Ce rapprochement a été mis en scène lors de conférences publiques organisées par des *think tanks* américains avec d'anciens officiels israéliens et saoudiens. En juin 2015, lors d'une conférence organisée par le Council on Foreign Relations à Washington, Dore Gold (ancien directeur général du ministère des Affaires étrangères israélien) et Anwar Eshki (ancien général saoudien, directeur du Middle East Center for Strategic and Legal Studies de Djeddah) ont reconnu publiquement qu'ils entretenaient un dialogue depuis plus d'un an.

L'année suivante, Anwar Eshki s'est rendu en Israël et a rencontré, devant les caméras, Dore Gold dans ses bureaux de Jérusalem. Si Eshki ne jouit d'aucun pouvoir ou influence politique en Arabie, la mise en scène de son entente avec l'*establishment* diplomatique israélien a forcément été approuvée par Riyad. Aucune médiatisation de ce type n'a pu se faire sans l'aval des plus hauts dirigeants du Royaume. Fin octobre 2017, à l'invitation de l'*Israel Policy Forum* (*think tank* libéral juif américain), Turki ben Faysal (ancien directeur des services de renseignement saoudiens, ancien ambassadeur

aux États-Unis) et Efraim Halevy (ancien directeur du Mossad) ont débattu de la politique iranienne de Washington. Si l'Israélien a appelé au maintien du Joint Comprehensive Plan of Action (JCPOA), le Saoudien a défendu la dé-certification décidée le 13 octobre 2017 par le président américain.

Ces rencontres publiques confirment d'une part la banalisation des rencontres entre d'anciens dirigeants israéliens et saoudiens et, de l'autre la volonté des deux parties de porter leurs vues au cœur des canaux de diplomatie parallèle à Washington. Sur place ils peuvent notamment s'appuyer sur l'ambassadeur émirien aux États-Unis, Yousef Al Otaiba, dont les emails piratés en 2017 ont révélé sa proximité avec la Fondation pour la défense des démocraties, *think tank* conservateur pro-israélien. En mai 2018, la presse internationale s'est également fait l'écho d'une entrevue entre Yousef Al Otaiba, Benjamin Netanyahu, et l'ambassadeur bahreïni dans un restaurant de Washington.

La *start-up nation* rencontre les « jeunes réformateurs » du Golfe

En marge des convergences de vues politiques, Israël et certains pays du Golfe ont également noué de discrètes relations commerciales, notamment dans les domaines technologiques liés à la sécurité. L'autoritarisme et le verrouillage sécuritaire dans le Golfe est allé de pair avec une politique de réforme économique et culturelle⁸. Abou Dhabi a été précurseur dans cette entreprise réformatrice, destinée à consolider le pouvoir en place tout en attirant les investisseurs pour anticiper l'après-pétrole. Avec son nouveau projet de société, Mohammed ben Zayed (MBZ) a convaincu Mohammed Ben Salmane (MBS), qui a lancé l'ambitieux programme Horizon 2030, qui repose entre autres sur des signes d'ouverture culturelle (droit de conduire des femmes, ouverture de cinémas, projets touristiques et archéologiques, etc.) et économique (privatisations, taxations, ouverture aux investissements, etc.).

La *start-up nation* israélienne a été séduite par les ambitions des « jeunes » dirigeants golfiens férus de nouvelles technologies, ouverts aux énergies renouvelables, et très demandeurs de capacités de surveillance et de protection, notamment en matière de cybersécurité. Les entreprises israéliennes jouissent d'une expertise et d'une réputation reconnues dans ces domaines. C'est notamment ce qu'a déclaré Shmuel Bar, fondateur d'Intu-View, aux journalistes de Bloomberg en février 2017⁹. Il aurait été contacté

8. A. Kazerouni, cité par B. Barthe, « Le Louvre Abu Dhabi est un symbole du resserrement autoritaire des Émirats arabes unis », *Le Monde*, 9 novembre 2017, disponible sur : <www.lemonde.fr>.

9. J. Ferziger et P. Waldman, « How Do Israel's Tech Firms Do Business in Saudi Arabia? Very Quietly », *Bloomberg*, 2 février 2017, disponible sur : <www.bloomberg.com>.

en 2015 par des officiels saoudiens pour leur présenter sa technologie de prédiction cognitive, ou d'intuition artificielle, permettant d'anticiper le risque terroriste sur les réseaux sociaux. Il aurait ainsi fourni un logiciel capable de repérer de potentiels djihadistes sur Internet, avant que la technologie ne soit étendue par les Saoudiens à la surveillance des recherches menées sur la famille royale.

En janvier 2020, deux experts des Nations unies ont affirmé que le téléphone de Jeff Bezos avait été piraté par MBS lui-même. Le prince héritier saoudien aurait utilisé un virus de conception israélienne (NSO Group) pour espionner les communications du propriétaire du *Washington Post*, journal dans lequel écrivait le journaliste saoudien assassiné Jamal Khashoggi¹⁰.

Entre liens commerciaux et échange de renseignements, il n'y aurait qu'un pas. C'est en tout cas le lien qui est souvent fait par la presse israélienne, comme lors de la visite en 2016 de Yuval Steinitz à Abou Dhabi, dans le cadre de l'envoi d'un représentant israélien à l'Agence internationale des énergies renouvelables (IRENA). Selon la Chaîne 2 israélienne, il en aurait profité pour parler de l'Iran, de l'État islamique et d'autres «sujets confidentiels»¹¹. Les autorités israéliennes ne démentent jamais ces informations qui, même fausses, ont le mérite de servir leurs intérêts.

Israël et les pays du Golfe face à un allié américain réticent à garantir la sécurité régionale

L'alignement des planètes entre Tel Aviv, Riyad et Washington n'est pas seulement le signe d'un rapprochement stratégique. Il est aussi et surtout la preuve qu'Israéliens et Golfiens dépendent des Américains tant pour leur sécurité nationale que pour leur politique de lutte contre l'Iran. Ils savent que seules les sanctions américaines ont un pouvoir extraterritorial à même de fragiliser Téhéran ; qu'ils pourraient avoir besoin du soutien aérien américain en cas de bombardement des installations nucléaires iraniennes ; et qu'ils dépendent de l'aide américaine pour leur propre défense anti-missile, pour conduire la guerre au Yémen contre les Houthis, ou encore en cas de confrontation avec le Hezbollah à la frontière nord-israélienne.

Pourtant, depuis son élection, Donald Trump n'a eu de cesse de promouvoir un désengagement des États-Unis du Moyen-Orient pour se

10. «UN Investigations Suggests Israeli Spyware from NSO Group May Have Been Used in Saudi Hack of Jeff Bezos», *Dailymail*, 23 janvier 2020, disponible sur : <www.dailymail.co.uk>.

11. N. Dvori, «Que faisait Steinitz à Abou Dhabi ?» (en hébreu), Mako, 18 janvier 2016, disponible sur : <www.mako.co.il>.

concentrer sur le pivot asiatique, et plus précisément contrer la puissance chinoise. Cette approche s'inscrit dans la continuité d'un repositionnement évoqué sous la présidence Clinton puis amorcé par Barak Obama. Cette réorientation part du constat d'échec des engagements militaires américains au Moyen-Orient, en particulier en Irak après le renversement de Saddam Hussein en 2003. L'objectif de l'administration américaine est donc désormais de réduire les coûts et les pertes humaines en limitant l'empreinte militaire américaine à l'étranger. Donald Trump ne fait ici que poursuivre une tendance de fond en mettant en avant une approche transactionnelle et marchande : le soutien américain doit se monnayer.

Un désengagement des États-Unis du Moyen-Orient ?

Les tensions dans le golfe Arabo-Persique consécutives à la stratégie de « pression maximale » des États-Unis vis-à-vis de l'Iran laissent déjà entrevoir les contours de cette politique. En mai 2017, les États-Unis ont annoncé avoir signé pour près de 110 milliards de dollars de contrats d'armement avec l'Arabie Saoudite. Avec la montée des tensions dans le détroit d'Ormuz, et les tirs de missiles iraniens sur les sites d'ARAMCO du 14 septembre 2019, Washington a vendu à Riyad un système de défense anti-missile THAAD supplémentaire équipé d'une batterie *Patriot*. L'assassinat du chef de la force Al-Qods, Qassem Soleimani, par un drone américain le 2 janvier 2020, n'avait pas pour but de répondre aux attaques de tankers en mer d'Oman ni aux frappes contre l'Arabie Saoudite, mais bien au ciblage des intérêts et ressortissants américains en Irak.

La Maison-Blanche a ainsi envoyé un signal fort : elle ferait le maximum pour affaiblir Téhéran – afin d'obtenir un nouvel accord sur le nucléaire, élargi aux dossiers balistique et régional, voire pour accélérer un changement de régime en Iran – ; elle continuerait de vendre l'armement nécessaire ; mais elle ne souhaitait plus être seule responsable de la sécurité régionale. À ceci près que la délégation de compétences sécuritaires et militaires aux pays du Golfe n'en est encore qu'à ses balbutiements. Ni l'Arabie, ni les Émirats ne sont pour l'heure en mesure de faire face à l'Iran, qui a étendu son influence au Levant (Liban, Syrie, Irak), et est passé maître dans l'art de la guerre asymétrique et des actions en « zone grise ».

Parmi les alliés moyen-orientaux, seul Israël est véritablement ménagé par l'administration américaine. Tout est mis en œuvre pour étouffer les revendications des Palestiniens, alors que le Sénat américain a approuvé en 2018 une aide militaire historique de 38 milliards de dollars sur dix ans. Si le retrait américain du nord-est syrien n'a pas manqué d'inquiéter

les Israéliens, ces derniers ont obtenu que leur allié demeure positionné autour du point de passage syrien d'Al Tanf, pour contrôler la route d'approvisionnement des milices chiïtes et du Hezbollah en Syrie. Dans le même temps, l'armée israélienne se charge seule de cibler régulièrement les positions iraniennes et du Hezbollah en Syrie, au Liban (frappe au sud de Beyrouth en juillet 2019), mais également en Irak (raids dans la zone frontalière d'Abou Kamal/Al Qaïm, et frappe près de Bagdad contre une base des forces de la mobilisation populaire en août 2019).

Le marchandage américain du dossier palestinien

Un des objectifs de la Maison-Blanche – et tout particulièrement de Jared Kushner, conseiller spécial et gendre de Donald Trump – est de régler la question israélo-palestinienne à la faveur d'une convergence de vues entre Israéliens et Golfiens sur l'Iran. Cette démarche transactionnelle est centrale dans la relation triangulaire entre Israël, l'Arabie Saoudite et les États-Unis. Ce fut particulièrement explicite dans l'organisation de la conférence de Varsovie « Paix et sécurité au Moyen-Orient » du 14 février 2019, où les États-Unis ont exprimé leur volonté de constituer un front uni contre l'Iran, et dans le même temps de promouvoir leur « plan de paix ».

Cette démarche a ravi Benjamin Netanyahu, qui a parlé d'un « tournant stratégique » et salué le fait que les ministres des pays arabes partageaient sa vision d'une puissance iranienne déstabilisatrice au Moyen-Orient. Au cours de cette conférence, tous ont dénoncé les activités iraniennes de Téhéran à Gaza, en passant par le Liban, la Syrie et l'Irak. Le ministre bahreïni des Affaires étrangères, Khaled Ben Ahmed Al-Khalifa, a évoqué « l'argent toxique, les armes et les fantassins » de l'Iran, et affirmé que Téhéran représentait un défi plus urgent que la résolution du conflit israélo-palestinien¹². Son homologue des Émirats arabes unis, Abdallah Ben Zayed Al-Nahyan, a concédé que « chaque nation a le droit de se défendre », lorsqu'il a été interrogé sur les raids israéliens contre les sites militaires iraniens en Syrie¹³. À Varsovie, Benjamin Netanyahu a également rencontré le ministre omanais des Affaires étrangères, Youssef Ben Alawi Ben Abdallah. Quelques mois plus tôt, en octobre 2018, il avait effectué une visite très remarquée à Oman, où il avait été reçu par le sultan Qabous ben Saïd Al Saïd, notamment pour parler de la question israélo-palestinienne.

12. Une vidéo de cette conférence a été envoyée par le cabinet du Premier ministre israélien à plusieurs journalistes. R. Ahren, « A Clip Leaked by PMO, Arab Ministers Seen Defending Israel, Attacking Iran », *The Times of Israel*, 14 février 2019, disponible sur : <www.timesofisrael.com>.

13. P. Smolar et J. Iwaniuk, « Les États-Unis et les pays arabes, un front contre l'Iran, pas sur la Palestine », *Le Monde*, 15 février 2019, disponible sur : <www.lemonde.fr>.

Pour le dirigeant israélien, toutes ces rencontres sont le signe tangible du rapprochement en cours avec certains pays du Golfe. De fait, les dirigeants golfiens ont adopté des discours publiquement plus conciliants à l'égard d'Israël. Dans un entretien au journal américain *The Atlantic* en avril 2018, MBS a fait scandale en s'autorisant à dire qu'Israël avait le droit de vivre en paix et d'avoir un État. Si l'Arabie Saoudite soutient depuis près de vingt ans la solution à deux États (au moins depuis l'Initiative de paix arabe de 2002 soutenue par le roi Abdallah Ben Abdelaziz Al Saoud), jamais un dirigeant saoudien n'avait osé une telle déclaration publique.

L'organisation de la conférence «Peace to Prosperity» à Bahreïn en juin 2019 a une nouvelle fois donné lieu à une diplomatie publique américaine désireuse de rapprocher Israël et certains pays du Golfe, au prétexte d'une paix économique. Le pari des artisans du fameux «plan de paix» américain, Jared Kushner et David Friedman (ambassadeur des États-Unis en Israël), est de vider la cause palestinienne de toute substance politique (notamment en mettant fin à la solution de deux États), pour en faire une problématique économique à la charge des pays du Golfe. Toujours dans une même approche transactionnelle, Washington a proposé aux Golfiens de payer pour mettre fin au conflit israélo-palestinien. Le volet économique du «plan de paix» a sidéré nombre d'observateurs par son irréalisme et son cynisme¹⁴. Alors que la conférence a été boycottée par les Palestiniens et boudée par certains pays arabes comme la Jordanie, le ministre bahreïni des Affaires étrangères s'est une nouvelle fois illustré en donnant pour la première fois une interview à des journalistes israéliens invités à la conférence.

Un rapprochement tangible

L'irritant palestinien : pour combien de temps encore ?

En dépit des gestes tangibles de rapprochement, l'ensemble des dirigeants golfiens qui s'aventurent dans une discussion sur la normalisation des relations avec Israël finissent par dire qu'une telle option n'est envisageable que si des avancées substantielles sont réalisées sur la question palestinienne.

Les propos «réformistes» de MBS en 2018 ont été suivis par des déclarations plus «conservatrices» du roi Salmane sur le soutien indéfectible du Royaume aux Palestiniens. Ce dernier s'est empressé de promettre de nouvelles aides financières à l'Autorité palestinienne, au Waqf de

14. E. Marteu, «Peace to Prosperity. Lofty Ambitions, Fatal Flaws», *IJSS Analysis*, 28 juin 2019, disponible sur : <www.ijss.org>.

Jérusalem ainsi qu'à l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) (fragilisé par le retrait du financement américain). Si MBS joue les réformateurs, son père a encore pour tâche de défendre les fondamentaux du Royaume. La répartition des rôles, ou la stratégie d'équilibrisme de l'Arabie Saoudite, peuvent d'ailleurs paraître ambitieuses et périlleuses. La relation israélo-saoudienne a été parfaitement résumée par MBS lui-même : « Il y a beaucoup d'intérêts que nous partageons avec Israël et, s'il y a la paix, il y aura beaucoup d'intérêts entre Israël et les pays du Conseil de coopération du Golfe. »

Après ses multiples déclarations en faveur d'un rapprochement avec Israël, Sheikh Khaled Al-Khalifa a même été contraint de rééquilibrer ses propos lors du dernier Dialogue de Manama de novembre 2019, en déclarant : « Israël continue d'ignorer le droit international et les résolutions des Nations unies en étendant ses colonies en Cisjordanie, en occupant le Golan. Israël doit montrer son désir de faire la paix et son engagement en faveur de la création d'un État palestinien indépendant et souverain¹⁵. » Hasard ou pas, le roi du Bahreïn a annoncé début janvier que le ministre en poste depuis 2005 serait prochainement remplacé par Abdullatif ben Rashid Al-Zayani (ancien officier, secrétaire général du Conseil de coopération du Golfe depuis 2011).

La question palestinienne est devenue d'autant plus épineuse que le volet politique du « plan de paix » américain présenté le 28 janvier 2020 est, sans surprise, en faveur des intérêts israéliens. Il entérine la souveraineté israélienne sur l'ensemble des colonies, sur la vallée du Jourdain et sur Jérusalem, et réduit la gouvernance palestinienne à quelques territoires à la condition qu'ils renoncent « au terrorisme ». Il n'y avait rien d'autre à attendre d'un plan établi sans nulle concertation avec les Palestiniens. Sauf que ce plan a été présenté à Washington en présence de Benjamin Netanyahu, et des ambassadeurs des Émirats arabes unis, d'Oman et de Bahreïn.

Les trois pays ont salué les efforts américains, et donc enterré l'Initiative de paix arabe qui prévoyait un État palestinien sur l'ensemble des territoires occupés par Israël en 1967. Même en précisant qu'il s'agissait d'une première étape, et qu'il fallait relancer des négociations directes entre Palestiniens et Israéliens, les pays du Golfe ont montré à quel point ils étaient complaisants avec l'administration américaine. Soit parce qu'ils

15. 15^e sommet régional pour la sécurité, «The IISS Manama Dialogue. First Plenary Session», 23 novembre 2019, disponible sur : <www.iiss.org>.

cherchent à satisfaire leur allié occidental, soit parce qu'ils sont lassés de la question palestinienne (ou les deux), ils n'arrivent plus à cacher leur envie d'en finir avec ce vieux conflit qui ne leur semble plus prioritaire au Moyen-Orient.

Le rapprochement israélo-golfe s'inscrit dans le contexte de la crise iranienne, et se fait clairement au détriment des droits des Palestiniens. Même s'ils ne franchissent pas le pas de la normalisation avec Israël, la faiblesse des dirigeants golfeins sur la question palestinienne est considérée comme un acte de trahison par une partie des opinions publiques arabes. Ces critiques sont particulièrement fortes dans les pays du Levant, y compris sur les réseaux sociaux où elles nourrissent des récits conspirationnistes, parfois véhiculés par l'Iran et ses alliés. Ce sentiment de « lâchage » des Palestiniens ne peut, à terme, que favoriser les frustrations populaires et nourrir davantage de violence.



Mots clés

Israël
Arabie Saoudite
Golfe Arabo-Persique
États-Unis